

BIBLIOGRAPHIE

René MERLE, *Les Varois, la presse varoise et le provençal 1859-1910*, La Seyne, Société d'études historiques du texte dialectal, 1996, 411p.

Le titre est sans artifice, la couverture sobre, la typographie serrée, l'économie générale de l'ouvrage peut déconcerter et l'absence d'index gênera à coup sûr. Les césures chronologiques seraient à mieux justifier. Mais il ne faudrait pas se laisser prendre à une éventuelle impression de travail étroitement érudite ou formellement imparfait. L'œuvre est artisanale par bien des côtés, elle en a les limites sur le plan technique, mais aussi les qualités. Artisanale par la facture (encore qu'elle ait été écrite et corrigée avec un soin que l'on ne retrouve pas toujours dans l'édition professionnelle, surtout régionale), elle l'est aussi par le projet, la modestie des objectifs en regard du travail documentaire réalisé, l'honnêteté qui fait refuser les habillages artificiels. On est donc aussi loin des habituelles compilations régionalistes ou localistes, naïves et approximatives, que de travaux moins fantaisistes, mais où la sophistication des problématiques et du vocabulaire tend à masquer la minceur de la recherche et la faiblesse du dépouillement des sources.

Le corpus ici rassemblé est unique, exceptionnel. Il est ce que seul peut apporter un chercheur obstiné, qui prend le temps le nécessaire pour rassembler une matière neuve. René Merle a d'abord travaillé pour les autres en rassemblant des dizaines de textes provençaux glanés dans la presse, y compris quotidienne, négligeant volontairement ce qu'il était facile de trouver pour ne s'occuper que du rare, de l'inédit, du mal conservé. Il a tout lu de cette presse locale dont on connaît l'exceptionnelle richesse pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, mais dont on sait aussi l'état souvent pitoyable de conservation et les incon-

cevables lacunes des collections régionales (profitons-en pour dire une fois de plus qu'il est inadmissible qu'aucun effort de microfilmage systématique n'ait été entrepris pour en combler les lacunes et en sauvegarder le support papier). René Merle, ayant repéré tout ce qu'il était possible, reproduit en un peu plus de cent pages serrées ces petits textes qui abordent en provençal et dans des graphies plus ou moins bricolées les sujets les plus divers, légers ou graves, qui adoptent les formes les plus variées, qui constituent donc une mine de renseignements pour les historiens de la société, du religieux, du politique, de la langue et de ses expressions littéraires. Même s'il ne se limitait qu'à ça, on conviendra que cet ouvrage aurait déjà un intérêt considérable.

Ce corpus confirme que René Merle est sans doute le meilleur connaisseur de la production provençale d'avant 1914 jusque dans ses aspects les plus ordinaires. Rappelons qu'il a déjà publié un *Inventaire du texte provençal de la région toulonnaise de la pré-Révolution à la Seconde République* (La Seyne, 1986) et a soutenu une thèse sur *L'écriture du provençal 1775-1840*, elle-même sous-titrée "Inventaire du texte occitan publié ou manuscrit dans la zone culturelle provençale et ses franges" (Béziers, CIDO, 1990). Ce collaborateur de *Provence historique*, auteur de nombreux articles savants ou destinés au grand public, fait partie de ces militants de la langue qui savent prendre du recul par rapport à leur engagement et qui ne séparent pas son étude de celle de ses aspects sociaux. Il sait que la conscience linguistique change selon les hommes, les générations, leurs peines, leurs illusions, leur vie. Il ne méconnaît pas les aspects-politiques d'une culture, même s'il s'intéresse d'abord aux aspects culturels de la politique telle qu'elle s'exprime. Ce sont ces qualités qui lui permettent de présenter de façon minutieuse l'évolution de l'usage écrit de la langue tout au long des neuf périodes qu'il découpe entre 1859 et 1910. Il se sert de sa connaissance intime du milieu pour introduire chacune d'elles et éclairer les textes qu'il reproduit ensuite. Il fait donc défiler les éléments d'une histoire de la presse locale, varoise et marseillaise, d'expression française ou provençale, il brosse un tableau de la vie culturelle en particulier à Toulon, mais aussi dans les autres lieux de production de l'écrit (Draguignan, Brignoles), il décrit quelques-unes des péripéties politiques de cette ardente Troisième République, il évoque la naissance d'associations, parfois marquantes dans le paysage local ("Les excursionnistes toulonnais" ou *L'Escolo de la Targo*), il fait défiler des dizaines d'écrivains, connus (Sénès, Pelabon, Henseling) ou méconnus, oubliés pour la plupart, tout ceci en suivant le fil de l'usage du provençal, de son évolution à rebondissements, de son instrumentalisation éventuelle ou de sa mise en scène sentimentale, voire de sa réinvention, mi-réussie, mi-ratée, à l'extrême fin du siècle, de toute façon limitée par la conscience profonde qu'il y a d'un cheminement du progrès et la certitude partagée par presque tous qu'il ne passe pas par cet usage-là. L'attachement est donc sentimental, à gauche comme à droite. Hommes du peuple, chansonniers ou faiseurs de saynettes, ou notables rimailleurs ou prosateurs, auteurs de discours ou de sermons, la petite élite qui tient la plume et le pouvoir est sans illusion. Même la droite cléricale ne s'arc-boute pas vraiment de la plume et de

la voix pour défendre une langue qui sent trop sa "populace" ; quant à la gauche en général, le provençal lui apparaît finalement comme trop vulgaire pour servir la dignité républicaine ou trop susceptible de sarcasmes pour porter la revendication sociale. Son usage ne servira pas davantage la revendication autonomiste, même à l'occasion des manifestations de 1907, importantes dans le Var et remarquablement décrites. Le diagnostic est sans appel : *"le provençal des pancartes de 1907 était un indicateur apolitique de l'exaspération populaire"* et, de toute façon même à ce niveau d'expression-là, la dominante est française. La dénonciation d'un pouvoir central lointain et méprisant (ou ressentit comme tel, bien qu'il s'agisse ou parce qu'il s'agit de Clemenceau, sénateur du Var), c'est en français qu'elle s'exprime aussi lorsque le maire socialiste de Toulon, Ferrero, s'insurge contre les récents stéréotypes du Midi, un Midi désormais *"peuplé d'êtres terriblement comiques"* et qui aligne *"le soleil, les cigales, le tu-tu-pan-pan, Tartarin et Numa Roumestan"*...

On appréciera la façon dont, textes et références à l'appui, l'ouvrage évoque l'implantation malaisée du félibrige dans le Var. Alors que les provençalistes locaux, comme les Marseillais, ont peine à se retrouver dans cette construction-là, c'est paradoxalement (ou significativement) par les stations touristiques, Saint-Raphaël et Hyères, que l'engouement félibréen s'acclimate au milieu des années 80 et finit par réunir les notables de tous bords, avant de devenir le point d'ancrage du sentiment identitaire local lorsque, à l'extrême fin du siècle, le provençal connaît une nouvelle phase de socialisation. Dans cette adaptation, la revue dracénoise *Lou Franc-Prouvençau* devenu l'organe local du félibrige, joue le rôle de pivot. Elle en montre aussi les limites puisque cette adoption ne signifie pas ralliement aux normes graphiques, mais plutôt rattachement à un courant qui exprime finalement le nous régional, sans remettre en cause la hiérarchie acceptée des langues. Le félibrige varois, qui n'est pas celui *"dei Moussus"*, ne mythifie pas le peuple, mais préfère *"s'enraciner dans une représentation bonhomme et réussie de la parole familière, des villes et des champs"*. On se sent donc aussi bien aux côtés des félibres parce qu'ils parlent au cœur qu'avec Jean Aicard parce, dans son choix du français, c'est à la raison qu'il s'adresse. De toute façon, *"l'idéal de bilinguisme était en 1914 très largement réalité"* (Maurice Agulhon), chacun s'exprimant dans les deux langues selon les répartitions classiques des usages en matière de diglossie entre le privé et le public. Le "Var rouge" apparaît de façon inattendue comme étant aussi l'une des terres de renaissance provençal, mais une terre paradoxale où l'on est persuadé que la langue est condamnée, d'où le problème qui se posera après, lorsque se sera produit le hiatus annoncé dans la transmission.

Chacun, passionné de la langue ou curieux d'en saisir les usages, qu'il s'intéresse aux faits de culture ou aux choses de la politique, à la vie ordinaire ou aux idées, trouvera son bonheur dans l'ouvrage de René Merle. Pour les historiens, il a, de plus, l'insigne mérite de leur rappeler ce que trop souvent ils négligent en histoire récente, à savoir que langue c'est aussi un problème d'histoire,

que l'on ne peut pas faire de l'histoire sans se demander comment les gens s'expriment et sans comprendre les mots qu'ils utilisent. Toute langue ou tout parler est bien autre chose qu'un outil, des signes alignés, ce sont des concepts, une représentation du monde, une façon de penser, une façon d'être et une façon d'agir, un univers à décrypter pour comprendre.

Jean-Marie GUILLON

R. FOSSIER, *Villages et villageois au Moyen Age*, Paris, éditions Christian, collection Vivre l'histoire, 1995, 163 p.

Depuis sa thèse sur la Picardie, R. Fossier a entièrement consacré son œuvre aux campagnes médiévales. Le village, sa formation, sa morphologie, son identité ont été au centre de ses préoccupations dès le début des années 1980, date à laquelle il rédigea, en collaboration avec J. Chapelot, la première synthèse sur le sujet, synthèse pionnière où se croisaient le regard de l'archéologue et celui de l'historien. Le petit livre de la collection « Vivre l'histoire » se situe dans la lignée de ce premier ouvrage. Destiné à un public plus large que le cercle universitaire, il entend diffuser les principaux acquis sur le sujet engrangés depuis ces deux dernières décennies, sous une forme peut-être moins contraignante que celle d'un manuel ou d'un titre d'une grande collection historique. Le choix d'une jeune maison d'édition dynamique répondait à un tel projet. Mais pour son entrée dans le monde de la publication historique, la maison Christian n'a pas acquis ses lettres de noblesse, loin s'en faut. S'il est habituel de rencontrer au fil d'un texte imprimé quelques coquilles qui font les délices des auteurs de comptes rendus, la tâche de la critique est ici amplement facilitée : le lecteur cherche désespérément une page vierge de fautes qu'on ne qualifiera plus de typographiques tant elles sont nombreuses... ; les noms propres sont passablement écorchés, ce qui rend le maniement de la bibliographie délicat pour un néophyte ; des confusions malencontreuses perturbent la bonne compréhension du discours etc... Mais l'image ou la caricature insolites, la formule souvent mordante, l'ironie du discours font heureusement oublier ces errements.

Le livre s'ouvre sur la « naissance du village » aux alentours de l'an mil. L'auteur s'explique sur la définition, rigoureuse, qu'il donne au mot village. En effet, elle sous-tend la thèse qu'il étoffe et développe : « il n'y a pas de village en Europe avant le Moyen Age » : c'est là une véritable « révolution ». Il ne suffit pas que les maisons s'agglutinent autour de l'église ou du château et que l'organisation du terroir soit cohérente pour qu'il y ait un village. Seule la prise de conscience communautaire fait passer du statut d'habitant à celui de villageois. Le plan s'articule ensuite logiquement à partir de ce premier chapitre : les

ressources du finage, les pôles de regroupement de l'habitat, la maison paysanne forgent la morphologie et l'identité du village ; mais le village n'est pas seulement un cadre matériel, c'est aussi un lieu où l'on travaille, où l'on se rassemble, où l'on noue des relations sociales et conviviales et où vit une société qui se diversifie. Toute les facettes du village et de la vie au village sont ainsi successivement examinées grâce aux témoignages des documents écrits, mais aussi grâce à l'apport de la toponymie, de l'ethnographie et, bien sûr, de l'archéologie.

Si le plan est artificiellement figé et immobile, le discours ne l'est pas : partant à l'assaut des clichés et des jugements à l'emporte-pièce sur le monde rural médiéval, R. Fossier met un point d'honneur à réhabiliter les « rustres » et le rôle immense qui est le leur dans la construction de notre patrimoine et de notre paysage. A l'aide d'une argumentation parfois inhabituelle, il met en exergue les fluctuations de l'habitat, la mobilité accrue des hommes, la puissante dilatation de l'espace agraire, la réintégration des morts à l'intérieur de la communauté des vivants, le caractère ordinaire, voire fruste, de l'habitat seigneurial, la technicité du travail métallurgique ou textile, le rôle de l'inculte, la convivialité villageoise et surtout l'encellulement des hommes. Façonné par l'auteur, le terme dénonce l'« anarchie féodale » encore chère à nos contemporains. Par le truchement de l'étude du village, c'est tout un pan de l'encadrement matériel, social, et économique des hommes qui est étudié.

L'historien aura reconnu là des thématiques chères à l'auteur et exposées précédemment sur une forme moins condensée et plus académique. Aussi l'ouvrage présente-t-il les défauts de ses qualités : volontairement résumé, petit et maniable, c'est une œuvre forcément schématique où le raisonnement est raccourci et les idées présentées de manière resserrée. Un exercice difficile, certes, mais qui permet aussi à l'auteur de faire ressortir à grands traits les lacunes de nos connaissances, le caractère exceptionnel ou peu explicite de certains témoignages et vestiges et, à cette occasion, d'indiquer des sentiers neufs à emprunter, comme celui de l'archéologie du « souterrain », et d'évoquer des cousinages et des rapprochements inédits. La mise en miroir avec l'actuel, la passion un brin polémique et provocante que R. Fossier nourrit pour la terre et les hommes confèrent au livre un ton particulier. Le profane, comme le professionnel, apprécieront la vivacité de la plume et la richesse de l'exposé.

Aline DURAND

La société rurale et les institutions gouvernementales au Moyen Age, Actes du Colloque de Montréal - 13-15 mai 1993, sous la direction de John DRENDEL, Montréal, CÉRES, Inedita et rara n° 11, 1995, 221 p.

Les institutions et la vie politique des communautés paysannes, aux derniers siècles du Moyen Age, n'ont longtemps suscité qu'une curiosité superficielle. N'offraient-elles pas qu'un pâle reflet d'exemples urbains ? Le retour de l'histoire rurale, perceptible depuis quelques années, s'accompagne de nouvelles interrogations. Ainsi la question des communautés bénéficie-t-elle, aujourd'hui, d'un intérêt soutenu. Ne nions pas l'influence des modèles élaborés dans les villes. Il faut, néanmoins, reconnaître la vitalité propre des sociétés paysannes, voire leurs originalités, comme leur participation à la construction de "l'État moderne". Un récent colloque, tenu à Montréal en 1993, et dont les actes viennent de paraître, en apporte l'éclatante démonstration.

Dans ses denses pages de présentation, John Drendel résume l'ambitieux projet qui réunissait les congressistes, sur le thème de la société rurale et des institutions gouvernementales au Moyen Age. Il s'agissait d'affronter un sujet encore à peine effleuré : non la seule diffusion de l'État dans les campagnes, mais l'adaptation et le consentement de la société paysanne à cette donnée nouvelle. La réflexion devait s'étendre jusqu'aux interactions entre État et monde rural. À l'issue des discussions, une conclusion s'imposait, avec la force de l'évidence. Les communautés locales se hissèrent au rang de rouages de gouvernement, nécessaires à la consolidation de la puissance publique. Du même mouvement, elles muaient les paysans de simples dépendants en sujets du prince.

La solidité du bilan repose sur les résultats de douze contributions, qui s'étendent de la Sicile à la Hollande, en passant par la Provence et les royaumes de France et d'Angleterre. Cette large confrontation de travaux autorise, en effet, une synthèse à l'échelle de l'Europe occidentale. Elle rompt, heureusement, avec la tradition de régionalisme des études rurales. Avec cinq exposés, l'apport de l'historiographie provençale se révéla, cependant, capital pour l'avancement des débats. Il témoigne d'un exceptionnel dynamisme dans ce champ d'enquête, fruit d'une longue collaboration entre historiens québécois et provençaux. Ces communications exigent, ici, une attention spéciale.

Leur premier mérite fut de prévenir l'erreur d'optique si caractéristique d'une « érudition locale » qui s'émerveille de modestes franchises rurales, qui croit à des « républiques villageoises ». Le prince menait partout le jeu. La pression fiscale directe de l'État représenta l'innovation majeure dans les rapports de pouvoir. Mais elle favorisa, de façon décisive, l'affirmation institutionnelle des communautés.

Noël Coulet le montre avec la précoce apparition des « cadastres », puis leur généralisation. Dès le XIII^e siècle, des localités organisaient une répartition de l'impôt en leur sein, selon la richesse de chacun. Dans les premières décennies du XIV^e siècle, elles s'appuyaient sur une évaluation précise des fortunes, consignée dans des « livres d'estime ». Ceux-ci n'eurent pas besoin de précédents

urbains pour se répandre. La nécessité les fit apparaître simultanément dans les villes et les villages.

Le principe du consentement à l'impôt accéléra, également, la maturation des communautés, par le rôle reconnu aux assemblées représentatives. Les réunions « d'états » générales à la Provence restaient, certes, aux mains des villes. Michel Hébert révèle qu'elles s'articulaient, depuis le milieu du XIV^e siècle, avec de fréquentes assemblées locales, au niveau de la viguerie. Ces dernières créaient un lien entre pouvoir central et villages. A leur tour, ils accédaient à une représentation politique. Le comtat Venaissin, étudié par Monique Zerner, ne comptait pas, lui, de véritable ville. De la sorte, les communautés rurales occupèrent une place privilégiée dans les « conseils des trois états », face aux évêques et aux seigneurs.

Il est vrai que dans cet espace méditerranéen, rappelle Monique Zerner, mêmes les villages avaient « des manières de ville ». Les communautés provençales trouvaient, aussi, en elles-mêmes les ressorts de leur réussite. John Drendel les analyse à propos des localités du cours supérieur de l'Arc, observées sur la longue durée, du X^e au XIV^e siècle. Il souligne les conséquences de l'*incastellamento*, puis de la renaissance du droit romain et de la diffusion du notariat. Jean-Luc Bonnaud confirme l'existence d'une élite du savoir, avant tout notariale, dans les villages provençaux. Il l'établit pour le haut pays, en s'attachant à l'origine géographique des clavaires et notaires comtaux, au XIV^e siècle.

Ne perdons pas de vue, cependant, que la dynamique des solidarités paysannes ne se cantonnait pas aux régions méridionales. William H. TeBrake nous en avertit opportunément, avec le cas de la Hollande. Les contraintes du drainage suffirent à imposer des institutions communautaires particulièrement solides.

Jean-Paul BOYER

Louis VEAUX, *Un microcosme, Mimet, village provençal au XVIII^e siècle*, Mimet, chez l'auteur, 1992, 2 vol., 814 p.

L'on est confus de rendre compte avec un tel retard de ce gros ouvrage, avec pour seule excuse qu'il ne se prête point à une lecture rapide et que l'on souhaitait signaler avec quelque précision un travail qui pourrait faire école dans le renouvellement des monographies locales par son mode souple d'autopublication à faible tirage et son parti d'« histoire globale » d'un espace rural et de ses habitants.

Ainsi que le souligne l'auteur, « aucune catastrophe n'affecte ce village provençal pendant le XVIII^e siècle (...) Mimet est alors un terroir de trois à quatre cents paysans où il ne se passe rien, sinon la vie de tous les jours ». C'est la vie collective et privée de « ce minuscule bout de France » qu'il a voulu reconsti-

tuer. Or, Mimet n'offrait aucune source exceptionnelle comparable à ces livres de paroisse, récits d'écrivains locaux ou livres de raison qui ont permis naguère quelques réussites d'édition. Au contraire, la disparition des registres de délibérations du conseil de la communauté pour la période étudiée et l'absence de livres-terriers constituaient un handicap pour toute étude monographique. L'auteur a donc eu recours systématiquement à toutes les archives disponibles, en particulier les registres paroissiaux et notariaux, le cadastre, les rôles fiscaux, les liasses de la justice seigneuriale, les fonds ecclésiastiques. Son mérite est grand d'avoir dépouillé ces sources souvent jugées ingrates, que les historiens pressés délaissent et que certains érudits jugent sans intérêt dès lors qu'ils ne peuvent les paraphraser. L'on regrette néanmoins que les références de ces nombreux documents ne se laissent deviner qu'à travers le récapitulatif qui clôt l'ouvrage, les notes infrapaginales ne fournissant que des mentions livresques de valeur très variable, citées parfois de seconde main. La bibliographie est d'ailleurs le point faible de cet important travail. La connaissance des ouvrages démographiques de J. Dupâquier ou de l'enquête Maggiolo sur l'alphabétisation et un plus large usage du tome III de *Les Bouches-du-Rhône, encyclopédie départementale* auraient sans doute aidé l'auteur à mieux tirer parti de ses dépouillements. *L'Atlas historique de Provence* aurait permis d'éviter des erreurs de lecture des toponymes telles que, p. 61, ces deux localités du diocèse de Digne, « Verdon » et « Bligny », qui devraient être Verdaches et Blégiers ; l'on hésite davantage p. 63 devant le « Forest » du diocèse d'Apt (Céreste ?).

Le premier intérêt du cas de Mimet est la situation du village, à égale distance d'Aix et Marseille et apparemment dans la mouvance de cette dernière ville. L'étude démographique montre le brassage de population qui explique, avec les interdits canoniques, les 55 % d'exogamie. Les migrants qui s'établissent à Mimet sont issus d'un nombre assez réduit de localités, parmi lesquelles l'on retrouve les lieux d'origine de certains curés et les fiefs de la famille seigneuriale. L. Veaux estime que près de la moitié des natifs parvenus à l'âge adulte auraient quitté le terroir, attirés en particulier par le bassin d'emplois marseillais et aussi établis dans des villages voisins. Mais ses statistiques semblent résulter de nombreux comptages et non de la reconstitution des familles et l'on ignore s'il s'agit de cadets, ce qui est probable. L'aspect le plus original de son travail est la tentative d'étude du stock des patronymes (p. 75-95). Celui-ci n'est pas considérable au XVII^e siècle mais il s'élargit ensuite. Les Deleuil prédominent avec les Samat ; en 1700-1709 plus de six nouveaux-nés sur dix portent l'un de ces deux patronymes dont 43 % de Deleuil. Mais ils ne sont plus que 13,5 % après 1780.

L'augmentation du nombre des maisons paraît trop forte au XVIII^e siècle pour s'expliquer par la seule croissance de la population : l'on passerait de 22 maisons en 1698 à 62 en 1742. Elle pourrait traduire de nouvelles façons d'habiter ou le développement des familles nucléaires, d'autant qu'elle se fait en partie par division du bâti existant. Le même phénomène s'observe pour les bastides, qui sont au nombre de six en 1664 mais de 22 en 1791 sur 16 emplacements. Le cadastre de 1733 mentionne 67 propriétaires, dont quatorze « forains »,

appartenant pour la plupart aux communautés voisines. Celui de 1793 énumère 134 propriétaires et 41 forains (dont nombre de Mimétains établis dans les communes voisines). L'accroissement du nombre des petits propriétaires dériverait selon l'auteur de « la division du patrimoine par héritage ».

L'histoire administrative et l'histoire économique et sociale fournissent les meilleurs chapitres de l'ouvrage. L'on soulignera ainsi l'étude détaillée du conseil de la communauté, des droits seigneuriaux et de la ponction fiscale. Entre 1728 et 1790, le montant des « prélèvements obligatoires » aurait augmenté de 265 %, ce qui s'explique par l'alourdissement des impôts royaux mais surtout par l'accroissement des surfaces cultivées, qui influe sur le produit de la dîme et plus encore sur celui des cens seigneuriaux, les défrichements ayant été l'occasion de passer de nouveaux baux avec les « vassaux ». L'économie mimétaine est pour l'agriculture assez caractéristique de celle de la Provence intérieure pauvre, et l'auteur consacre des pages bien venues au problème de l'interdiction d'avoir des chèvres, prononcée en 1722, contre laquelle la protestation ne cesse pas. Un trait plus original est la modeste exploitation de lignite (mais la commune est en limite du gisement) et les verreries de deux nobles verriers, les Ferry et Faucon.

L'analyse des statuts sociaux de la société mimétaine n'oublie pas la paysannerie, qui constitue 90 % de la population, mais fait la part belle à l'étroite élite nobiliaire et bourgeoise. Les seigneurs sont d'abord les Estienne-Chaussegros, famille dont l'appartenance à la Réforme et le « retour » au catholicisme après la Révocation, que l'on entrevoit dans son très laconique livre de raison comme dans les registres paroissiaux, auraient mérité d'être davantage soulignés (p. 223, Marguerite de « Combris », épouse d'Honoré d'Estienne-Chaussegros, est en fait une Coriolis). La seigneurie est ensuite détenue par des parlementaires aixois, les Grimaldi-Régusse puis les Gras. Plus originale est la très intéressante étude des rares familles de bourgeois et négociants et en particulier celle de Joseph Constant, menuisier qui accomplit sa promotion sociale en étant trésorier de la communauté ou agent du seigneur et bien entendu prêteur, ce qui, comme P. Goubert l'a autrefois montré pour une autre région, était une des voies les plus assurées de l'enrichissement.

La présence sur le territoire de ce modeste village d'une maison des prêtres de l'Oratoire est la principale particularité de Mimet, même si les liens des oratoriens avec les habitants paraissent réduits, au point que le développement qui leur est consacré fait figure d'*excursus*. L'on croit comprendre que la « solitude » de Notre-Dame-des-Anges est à la fois un sanctuaire de hauteur pour la communauté, un lieu de pèlerinage en zone de confins pour les deux diocèses d'Aix et Marseille et la maison des champs de l'Oratoire d'Aix, et que le jansénisme vient à bien des égards perturber cette pluralité de fonctions par sa tendance à la fermeture du site au profit d'une poignée de « confesseurs de la vérité ».

En revanche, le long développement consacré à la vie privée des Mimétains me semble inégalement fiable. Il est parfois difficile de déterminer si tel phénomène évoqué était réputé général dans la France de l'époque et donc *susceptible*

d'avoir été présent à Mimet ou bien s'il y est effectivement attesté et l'on regrette que l'auteur n'ait eu de cesse de pallier par une bibliographie extérieure à la commune les silences des archives locales. Les p. 492-497 consacrées à la description du costume semblent ainsi compiler les affirmations de divers auteurs félibréens qui relèvent d'un imaginaire historique et non d'une étude d'archives. En revanche, l'on retiendra p. 544-557 une bonne étude des prénoms et surnoms. L'ouvrage s'achève par une étude détaillée de l'administration de la période révolutionnaire, handicapée cependant par l'absence des registres de délibérations. Le principal événement est l'appropriation des terres gastes (670 ha) par la commune, au terme d'une longue procédure contre le seigneur.

Je crois avoir suffisamment montré l'intérêt de ce travail pour me permettre de regretter que son ampleur n'ait pas été réduite d'au moins 200 pages sinon davantage, ce qui serait facile à obtenir en supprimant tous les développements généraux, qui risquent de rebuter son public potentiel en le détournant presque continuellement du sujet strict de l'ouvrage, et même de le perturber, lorsqu'à propos de la gabelle par exemple, il se voit infliger des remarques sur le « sel de devoir » du bassin parisien ; d'autant que ces explications ne sont point exemptes de schématisme et même d'approximations. Une version de cette étude qui s'en tiendrait à son objet strict serait susceptible d'une lecture plus aisée et un éditeur pourrait lui prêter attention.

Régis BERTRAND

Marc ORTOLANI, *Tende - 1699 - 1792. Destin d'une autonomie communale. Aspects juridiques de la vie communautaire dans le Comté de Nice au XVIII^e siècle*, Breil-sur-Roya, Les Editions du Cabri, 1994, 535 p., très nombreuses illustrations en noir et en couleur.

Dans son introduction, l'auteur annonce sa double ambition : dresser une monographie aussi complète que possible de Tende de 1699 à 1792, montrer que l'histoire d'une communauté peut être déduite du droit qui la régit.

Pour atteindre ces objectifs, M. Ortolani s'appuie sur les registres de délibérations de la communauté, sur les comptes trésoraires, les contrats, les adjudications..., autant de sources de première main qui permettent d'aborder des problèmes comme les cultes, l'assistance, l'hygiène, la forêt... C'est donc un travail de juriste qu'il nous présente, mais avec toute la richesse que cela peut comporter lorsque le chercheur faisant preuve de curiosité, ne se laisse pas enfermer dans une démarche exclusivement juridique.

Dans sa première partie, l'auteur montre l'évolution du droit applicable à la communauté, met en relief les institutions traditionnelles, explique leur fonctionnement, s'attache à la composition sociologique des plus apparents ..., autant de points qui montrent comment se développe le pouvoir normatif de la cité, com-

ment il est confisqué par une oligarchie et enfin comment la monarchie sarde finit par mettre Tende en tutelle. La situation est la même qu'en France à la fin du XVII^e siècle avec cependant une différence : le pouvoir ne procède pas à la vente d'offices, les problèmes de la royauté piémontaise ne sont pas ceux de Louis XIV.

La seconde partie est consacrée à l'économie locale, traditionnelle et communautaire. De par sa situation géographique, Tende ne peut qu'avoir une agriculture de subsistance rendant souvent précaire la survie des plus pauvres... et des forêts menacées par les défrichements des agriculteurs et une exploitation abusive. De plus, parce que Tende est une communauté de montagne, les élus doivent contrôler l'économie, assurer en qualité et en quantité le ravitaillement des habitants en produits de première nécessité en ces temps où les pénuries et les disettes sont monnaie courante. Enfin, M. Ortolani nous livre son analyse de l'évolution de l'économie, mettant en évidence les facteurs et les formes du changement, présentant en détail les problèmes liés au réseau routier, à la reprise de l'activité minière...

Pour terminer cet ouvrage, l'auteur s'attache à la société de Tende et à la vie quotidienne. Il étudie la population, avec l'évolution démographique de la communauté, il situe l'homme dans sa famille, dégagant la classe à laquelle il appartient. Par ailleurs, Tende est le point de passage obligé des troupes, amies ou ennemies, qui ne manquent pas de désorganiser la vie du groupe. L'ouvrage se termine avec un développement consacré à la solidarité communautaire. Intéressant passage qui présente le rôle de la communauté dans l'éducation, l'assistance, la sécurité et se termine avec le rôle de l'église dans ses œuvres sociales.

On l'aura compris, M. Ortolani nous présente, sur 535 pages, un travail remarquable. Dans son introduction, il annonce que parmi les sources juridiques, il a opéré un choix, délaissant les archives notariales... heureusement ! Heureusement aussi qu'il se trouve des esprits curieux, capables de sortir de l'oubli des archives qui font revivre une communauté aujourd'hui fort discrète.

L'auteur, avec raison, montre que l'étude du droit peut contribuer à un effort d'histoire totale. Certes, il n'est ni géographe, ni démographe, ni climatologue, ni économiste; son propos n'était d'ailleurs pas de concurrencer ces disciplines, mais de prouver que si le droit peut être étudié pour lui-même, il peut aussi permettre la compréhension de la période qui le produit. Son ouvrage est donc le regard d'un juriste sur une communauté lorsqu'il déborde sur son économie et sur sa société. Ce livre est donc sans aucun doute précieux pour les historiens et la bibliographie ne peut que donner satisfaction, même si l'on peut regretter par exemple qu'à la page 523, l'auteur n'ait pas indiqué que le livre de Giorgio Beltrutti, « Tende et La Brigue » a été traduit et publié en 1987... par les éditions du Cabri !

Si l'on ajoute à ces propos que ce livre est abondamment illustré, qu'il comporte de nombreux portraits en noir, en couleur, des cartes, des reproductions de tableaux, de lithographies... , il pourrait sembler que notre bonheur soit total, malheureusement, il se trouve quelques points noirs.

Ainsi devons-nous regretter le système adopté pour la présentation des notes. Alors qu'il est facile aujourd'hui de mettre les notes en bas de page, ou en fin d'ouvrage avec une numérotation continue, pourquoi avoir adopté le système qui découpe les notes en fonction des parties, chapitres, sections, paragraphes et A ou B ? Certes, pour l'essentiel, l'auteur y indique ses sources, mais lorsqu'il offre un développement complémentaire, il demande beaucoup de ténacité au lecteur. On peut craindre que sur 59 pages de petits caractères, la note 3 de la page 418 soit oubliée, ce qui serait dommage vu qu'elle occupe les trois quarts de la page.

Par ailleurs, cet ouvrage est la reprise par M. Ortolani de sa thèse pour l'obtention du doctorat en droit. Il est dommage que la présentation quelque peu « scolaire » n'ait pas été abandonnée au profit d'une rédaction plus fluide, surtout lorsqu'elle fait apparaître des déséquilibres.

Toujours au titre des critiques, il faut regretter l'absence d'index (effectué par tout logiciel digne de ce nom), les graphiques assez peu concluants (œuvres des mêmes logiciels, il faut le reconnaître), tels ceux des pages 51 à 53, le manque d'indication de la monnaie utilisée dans les tableaux de l'annexe 2 et des conclusion qui se dégagent mal à la fin de chaque section ou partie.

Enfin, il faut souligner que M. Ortolani a une conception très personnelle de l'orthographe, certes fort « rafraîchissante », mais quand même un peu crispante. Soulignons par exemple les accents qui sont rarement dans le bon sens ou présents (trés, paraissent, après, grace, extrême, cotoie, reflète, dégats, obeissance, règlementaire et bien entendu règlementation, l'inévitable événement ...), les fautes de frappe (losqu'ils, communuauté ...), les traits d'union traités de façon très légère (euxmêmes, ceuxci, ou alors couvre chef, c'estàdire ?...), et les fautes d'orthographe [intervale, interromp, nous le verront (p. 37), délinquance (p. 68), personnalités (p. 72), honneurs inhérentes (p. 31)...]. Il est étonnant dans un ouvrage de cette qualité, quant au fond, de trouver que « ces agents continuent à veillez » (p. 113) et on ne peut qu'être perplexe lorsqu'on trouve « des amendes (multes et pénales) » (p. 48). Pénales, nous voyons assez bien. Multes ? S'il s'agit d'une peine tendasque, une note eut été la bienvenue. Mais peut-être toute l'orthographe est-elle d'inspiration tendasque ? Qu'il est dommage que l'auteur n'ait pas eu recours à un logiciel doté d'une commande « vérification de l'orthographe ».

Il s'en est fallu de peu que M. Ortolani fasse un sans-faute... sans jeu de mots. Heureusement pour lui, cet ouvrage remarquable n'aura sans doute pas à souffrir de ces fantaisies.

Soulignons qu'il est vendu 248 F., prix qui s'explique par la qualité et le nombre des illustrations.

Jacqueline DUMOULIN

Gérard CASTEL, *Histoire de Berre*, Berre, Association Sciences et Culture, 1993, 2 vol., 1500 p., cartes.

Sous un titre simplificateur, l'association Sciences et Culture a entrepris la publication intégrale des travaux consacrés par Gérard Castel à la ville de Berre, travaux dont certaines parties avaient déjà rempli quelques numéros des *Cahiers de Berre* entre 1989 et 1991. Ce monumental ouvrage, qui comprend à ce jour deux gros volumes et en annonce un troisième, dépasse en effet largement les limites d'une monographie communale ordinaire non seulement par ses dimensions, mais surtout par son contenu. Il ne s'agit pas d'une synthèse, mais d'une somme.

Qu'on en juge. Le premier volume débute par une étude géologique, qui n'est pas ici une simple clause de style. Le terroir berraten est formé presque totalement par les alluvions déversées par l'Arc à son embouchure dans l'étang de Berre. Du fait de la nature marécageuse du terrain, les traces de peuplement préhistorique et protohistorique font défaut, sauf sur le site de Bruni, unique colline de la commune, où ont été trouvés de minces vestiges d'industrie lithique et céramique du Chasséen à l'âge du bronze.

Vient ensuite une copieuse étude de la toponymie rurale (260 p.), assortie de cartes de localisation et de plusieurs index. L'auteur a exploré toutes les sources et s'est même livré à un petit essai statistique sur la transmission des toponymes du XIV^e siècle à nos jours. Mais la présentation des formes anciennes en listes successives manque de commodité. L'aide que lui a apportée Charles Rostaing n'a, par ailleurs, pas suffi à pallier ses faiblesses en matière linguistique. Un grand nombre des étymologies qu'il propose doit être contesté et le classement qu'il propose rejeté. Comme tant d'autres, G. Castel confond l'origine du toponyme avec celle du mot qui a servi à former le toponyme. Est-il nécessaire d'invoquer le gaulois pour expliquer *beal* et *beallet* (p.163) et le germanique à propos de la *gare* (p. 221) ?

La ville, sa genèse et son évolution topographique font l'objet du chapitre suivant, en un cheminement curieux, qui part de la première représentation figurée du lieu (4 plans très détaillés provenant des archives de Turin) en 1590, puis remonte aux origines antiques avant de dérouler les étapes chronologiques connues du XIV^e au XX^e siècle. Tous les cadastres, modernes et contemporains, et les actes notariés du XIV^e siècle ont été mis à contribution, le site disséqué, rue par rue, bâtiment par bâtiment, comme seul pouvait le faire un familier intime des lieux, avec une cartographie abondante et un répertoire des toponymes urbains. Cette étude est d'autant plus précieuse que la vieille ville a presque totalement disparu, victime d'une regrettable opération d'urbanisme, en 1975. Le chapitre suivant analyse de manière identique le terroir, ses quartiers, ses constructions (bastides, hameaux, moulins, chapelles, cimetières, monts et gués), ses salins et surtout ses chemins, qui remplissent à eux seuls 40 pages.

Le chapitre V, partagé entre les deux volumes, traite de l'époque gallo-romaine : exposé des travaux antérieurs, répertoires géographique et typologique des ves-

tiges, cartographie précèdent un développement historique sur l'établissement de *Capdolum* ou Coup d'Œil, où certains ont voulu voir une véritable ville, et sur les domaines ruraux connus par les traces archéologiques ou toponymiques qu'ils ont laissé.

L'histoire des événements, sous forme d'éphémérides, remplit les chapitres VI (des origines à 1599) et VII (de 1600 à 1928). Les dates sont fournies par les documents relatifs à Berre, traduits et commentés un à un, les plus anciens extraits de cartulaires ou de chartriers déjà publiés, la plupart des autres tirés des archives de la commune et inédits, le tout assorti d'index.

Le chapitre VIII relate un événement particulièrement important et bien documenté, le siège de Berre en juillet-août 1591. G. Castel y confronte les quatre récits qui nous en sont parvenus.

Enfin la première partie du chapitre IX, consacrée à l'histoire socio-économique de Berre (réduite à ses grandes lignes, en 20 p.) et à l'anthroponymie (traitée de la même façon que la toponymie, 40 p.), termine le second volume.

Il manque le troisième volume, annoncé dans les deux premiers. Sans doute viendra-t-il plus tard et contiendra-t-il la bibliographie et les sources, singulièrement absentes jusqu'ici.

L'ensemble, on le voit, est considérable, mais difficile à maîtriser. Les éditeurs, malgré un additif d'une trentaine de feuillets contenant des tables des matières, n'y sont pas vraiment parvenus et il faut reconnaître que la dénomination des divisions (le chapitre est appelé tantôt volume, tantôt paragraphe) ne facilite pas les choses. Conçues séparément les unes des autres, les différentes parties se suivent sans enchaînement et sont alourdies par de nombreuses répétitions et par un luxe de détails presque lassant. Il est bien certain qu'un tel ouvrage, à l'instar d'un dictionnaire, n'est pas fait pour être lu, mais consulté point par point. A ce titre, en dépit de quelques affirmations dépassées ou trop réductrices (notamment sur les invasions de l'Antiquité tardive et du haut Moyen-Age) et de prises de position parfois imprudentes (notamment en toponymie), l'*Histoire de Berre* de Gérard Castel restera longtemps un ouvrage de référence.

Elisabeth SAUZE

Raymond CULIOLI, *Bandol, la deuxième vague 1880-1983*, Bandol, Editions Eden, 1997, 226 p.

Voilà une monographie locale qui tranche sur le médiocre ordinaire de la production. On y trouvera certes des notations pointillistes (mais sans abus), quelques anecdotes (mais pas trop), l'inévitable (mais court) rappel des grandes heures du passé lointain. On remarquera surtout ce qui est le plus souvent absent de ce type d'ouvrages : l'insertion bien maîtrisée et systématique de l'his-

toire du lieu dans l'histoire générale, un fil conducteur intelligent et problématique, des qualités de synthèse et un propos qui ne s'enlise jamais dans le détail vain, une écriture agréable. On est donc loin des compilations et recopiage d'ouvrages plus anciens habituels. Il est vrai – et c'est une autre des originalités de ce travail – que l'auteur a pris un parti rare en histoire locale, celui de traiter résolument le contemporain et ce, jusqu'au temps présent. Inspirée par le cadre global fourni par Arvin Toffler (d'où le titre), sa volonté a été, en effet, d'aborder ce que les monographies antérieures ignorent ou bâclent, la période marquée par la vague industrielle, d'où le cadre chronologique choisi. L'histoire de Bandol est prise au moment de la grande mutation politique et économique de la fin du XIX^e siècle (la République, les transports, le marché, le tourisme) pour être laissée sur le seuil de la "troisième vague", alors qu'une autre mutation d'ensemble est en train de se produire.

Je n'énumérerai pas tout ce que cet ouvrage apporte bien au-delà de la seule curiosité suscitée par le passé d'une station attachante, mais je me contenterai de souligner le plus significatif : la saga des Vivien faisant de Bandol l'un des hauts-lieux de l'enseignement public (le pensionnat et l'école primaire supérieure) et de la République, les diverses phases touristiques (de l'hiver à l'été et du prince Galitzine à Paul Ricard en passant par l'apogée de l'entre-deux guerres), la présence littéraire artistique et scientifique (Katherine Mansfield et Aldous Huxley, Mistinguett et Raimu, Louis Lumière ou les Kastler), les bouleversements de l'urbanisation (la marée des villas puis des immeubles, la mise en place de la voirie et des infrastructures) et les saccages du paysage sous un maire agent immobilier. Le plus intéressant est peut-être dans ce souci de suivre la gestion municipale des différentes municipalités qui se sont succédé jusqu'à celle dont l'auteur a fait partie, les unes et les autres accompagnant les emballements démographiques et sociaux (les démocratisations successives de l'enseignement, les chocs touristiques) s'essouffant parfois, se laissant déborder ou, au contraire, essayant de les maîtriser, plus rarement et non sans mérite, dans une commune dont la population a doublé depuis 1946 et qui, chaque été, la voit tripler.

Le territoire réduit de Bandol devient ainsi comme un miroir des transformations et des problèmes plus généraux et c'est encore l'une des qualités de cette monographie exemplaire.

Jean-Marie GUILLON

OUVRAGES REÇUS

- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE VAUCLUSE. *Archives, propriété publique : bicentenaire des Archives départementales. 1796-1996* : [exposition] Palais des Papes - Avignon, juillet-octobre 1996. Avignon : Archives départementales de Vaucluse, 1996. 72 pages, nombr. ill.
- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE VAUCLUSE. *Répertoire numérique de la série F: fonds d'érudits, travaux et recherches*, par Marie-Noëlle PERRIN et Bernard THOMAS, sous la direction de Michel HAYEZ. Avignon : Conseil général de Vaucluse, 1996. 192 pages, ill.
- William BEIK. *Urban protest in seventeenth-century France : The culture of retribution*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997. 283 pages, ill.
- Claudine DURBIANO. *Le Comtat et ses marges : Crises et mutations d'une région agricole méditerranéenne*. Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence, 1997. 219 pages, cartes, fig.
- Le Fort de Nîmes : De la citadelle à l'Université*. Colloque de Nîmes, 20-21 janvier 1995. Nîmes : Société d'histoire moderne et contemporaine de Nîmes, 1997. 167 pages.
- MUSÉES DE MARSEILLE et SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PHOTOGRAPHIE. *La couleur sensible : photographies autochromes (1907-1935)*. [Catalogue d'exposition, Marseille,] Centre de la Vieille Charité, 19 décembre 1996 -16 février 1997, [par Nathalie BOULOUCHE, Jean-Paul LANDOLFO et Bertrand LAVÉDRINE]. Marseille : Musées de Marseille, [1996]. 64 pages, nombr. ill.
- Élie PÉLAQUIER. *De la maison du père à la maison commune : Saint-Victor-de-la-Coste, en Languedoc rhodanien (1661-1799)*. Montpellier : Publications de l'université Paul Valéry Montpellier III, 1996. 2 vol., 586-xiv et 582-vi pages, nombr. cartes, fig. et ill.
- XIV congresso di storia della corona d'Aragona (Sassari - Alghero. 19-24 maggio 1990), sul tema: *La Corona d'Aragona in Italia (secc. XIII-XVIII)*. Volume terzo : *Comunicazioni. 2 : Presenza ed espansione della Corona d'Aragona in Italia (secc. XIII-XV)*. Sassari, C. Delfino, 1996. 766 pages.
- Ursula VONES-LIEBENSTEIN. *Saint-Ruf und Spanien: Studien zur Verbreitung und zum Wirken der Regularkanoniker von Saint-Ruf in Avignon auf der Iberischen Halbinsel (11. und 12. Jarhrundert)*. 1. Band: *Studien*. 2. Band: *Regesten und Anhang*. Paris ; Turnhout : Brepols, 1996. 2 vol., 950 pages, cartes et planches.